

tenue sous la présidence de Monsieur Silvestre-Toussaint-Fortesa, assisté(e)  
de Monsieur Holzer et Madame Sorin, Conseillers  
En présence de Monsieur Combot, Rapporteur public  
Madame Pagnotta, Greffière

**09 heures 00**

---

01) DOSSIER N° 2203889 RAPPORTEUR: Monsieur Matthieu Holzer

---

**Titre de l'affaire** Annulation décision d'amende administrative en date du 21 juin 2022 suite au manquement de dclaration préalable de détachement pour deux salariés constatés le 6/07/20 sur le chantier de dragage des eaux du Riou à Mandelieu

	Nom des parties	Représentants des parties
<b>Demandeur</b>	[REDACTED]	STREAM
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS	DIRECTEUR

---

02) DOSSIER N° 2202525 RAPPORTEUR: Monsieur Matthieu Holzer

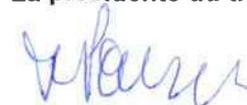
---

**Titre de l'affaire** demande indemnitaire d'un montant total de 55 000 euros en réparation du préjudice d'affection subi par les requérantes suite au décès (TS) de M. Yacine Zidane en cellule d'isolement à la maison d'arrêt de Nice

	Nom des parties	Représentants des parties
<b>Demandeur</b>	[REDACTED]	CHAUDON PHILIPPE (Cour)
<b>Défendeur</b>	[REDACTED] MINISTERE DE LA JUSTICE	CHAUDON PHILIPPE (Cour)

Arrêté le 07/10/2024

La présidente du tribunal



Marianne POUGET

tenue sous la présidence de Monsieur Silvestre-Toussaint-Fortesa, assisté(e)  
de Monsieur Holzer et Madame Cueilleron, Conseillers  
En présence de Monsieur Combot, Rapporteur public  
Madame Pagnotta, Greffière

**09 heures 15**

---

01) DOSSIER N° 2203496 RAPPORTEUR: Monsieur Matthieu Holzer

---

**Titre de l'affaire** Tierce opposition de la décision rendue le 17 mai 2022 par le Tribunal administratif de Nice qui aurait homologué l'accord de médiation conclu entre la Commune d'EZE et la société LOREMAG

	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	[REDACTED]	[REDACTED]
<b>Défendeur</b>	COMMUNE D'EZE SOCIÉTÉ LOREMAG	Maître ROMEO Florence JEAN-JOEL GOVERNATORI AVOCAT

---

02) DOSSIER N° 2203998 RAPPORTEUR: Monsieur Matthieu Holzer

---

**Titre de l'affaire** TIERCE OPPOSITION - Jugement n° 2200339 par lequel le TA de Nice a homologué l'accord de médiation conclu le 11 janvier 2022 entre le SARL LOREMAG et la commune d'EZE

	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	[REDACTED] [REDACTED] SCI MER ET MONTS	Maître PALOUX Louis-Jérôme (Cour) Maître PALOUX Louis-Jérôme (Cour) Maître PALOUX Louis-Jérôme (Cour)
<b>Défendeur</b>	[REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] COMMUNE D'EZE SARL LOREMAG	Maître PALOUX Louis-Jérôme (Cour) Maître PALOUX Louis-Jérôme (Cour) Maître PALOUX Louis-Jérôme (Cour) Maître ROMEO Florence JEAN-JOEL GOVERNATORI AVOCAT

09 heures 15

03) DOSSIER N° 2204177 RAPPORTEUR: Monsieur Matthieu Holzer

**Titre de l'affaire** Annuler l'arrêté du 15 avril 2021 par lequel le maire de la commune d'Eze a délivré un permis de construire n° 006 059 20S0031 portant sur la démolition d'une villa et la construction de six immeubles soit 50 logements sur un terrain situé 3697 Avenue des Diables Bleus

	Nom des parties	Représentants des parties
<b>Demandeur</b>	[REDACTED]	Maître PALOUX Louis-Jérôme (Cour)
	[REDACTED]	Maître PALOUX Louis-Jérôme (Cour)
	SCI MER ET MONTS	Maître PALOUX Louis-Jérôme (Cour)
	[REDACTED]	Maître PALOUX Louis-Jérôme (Cour)
	[REDACTED]	Maître PALOUX Louis-Jérôme (Cour)
<b>Défendeur</b>	[REDACTED]	Maître PALOUX Louis-Jérôme (Cour)
	COMMUNE D'EZE	Maître PALOUX Louis-Jérôme (Cour)
	SARL LOREMAG	Maître PALOUX Louis-Jérôme (Cour) Maître ROMEO Florence JEAN-JOEL GOVERNATORI AVOCAT

04) DOSSIER N° 2303415 RAPPORTEUR: Monsieur Matthieu Holzer

**Titre de l'affaire** Annuler la prorogation du PC006 059 20 S0031 accordé tacitement le 24/06/2023 par le maire d'Eze à la SARL LOREMAG

	Nom des parties	Représentants des parties
<b>Demandeur</b>	PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES	PREFET
<b>Défendeur</b>	COMMUNE D'EZE	MAIRE
	SARL LOREMAG	JEAN-JOEL GOVERNATORI AVOCAT

05) DOSSIER N° 2205653 RAPPORTEUR: Monsieur Matthieu Holzer

**Titre de l'affaire** annuler les actes administratifs en date des 14 juin 2022 et 7 juillet 2022 par lesquels le maire de Sospel a décidé de retirer l'ADS n° 2 propriété du requérant

	Nom des parties	Représentants des parties
<b>Demandeur</b>	[REDACTED]	SELARL ANTELMI-BONCOMPAGNI-MILLET A B M
<b>Défendeur</b>	COMMUNE DE SOSPEL	DEMES AVOCATS (Cour)

09 heures 15

06) DOSSIER N° 2205943 RAPPORTEUR: Monsieur Matthieu Holzer

**Titre de l'affaire** Annuler l'arrêté du 30 septembre 2021 et la décision implicite de rejet intervenue sur le recours gracieux formé le 16/8/2022 accordant un permis modificatif n° PC 006 03921 G 0004 M01 portant sur l'aménagement d'un terrain de basketball d'une surface de 123,31m<sup>2</sup> chemin des Tourrettes

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	[REDACTED]	DEMES AVOCATS (Cour)
Défendeur	[REDACTED] COMMUNE DE CHATEAUNEUF VILLEVIEILLE	DEMES AVOCATS (Cour) SOCIETE D AVOCATS PLENOT-SUARES-ORLANDINI Maître MANAIGO Eric Maître MANAIGO Eric

07) DOSSIER N° 2203741 RAPPORTEURE: Madame Sophie Cueilleron

**Titre de l'affaire** Annuler l'arrêté accordant un permis de construire au nom de la Commune de Roquebrune-Cap-Martin, pris, le 6 février 2018, n° PC 006 104 17 H 0042 en vue de la rénovation et extension d'une maison sise 620 chemin du Vallonet et implicitement rejeté par décision du 29/6/2022 à la demande de retrait pour fraude formulée le 27/4/2022

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	[REDACTED]	Maître GRAC Stéphane
Défendeur	[REDACTED] COMMUNE DE ROQUEBRUNE-CAP-MARTIN	Maître GRAC Stéphane DEMES AVOCATS (Cour) SELARL GRIMALDI-MOLINA & ASSOCIES

08) DOSSIER N° 2205898 RAPPORTEURE: Madame Sophie Cueilleron

**Titre de l'affaire** Annulation décision de la CNAPS en date du 20 octobre 2022 portant sanction administrative pour une durée de 2 ans (interdiction d'exercer toute activité privée de sécurité)

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	FLAGSHIP SECURITE	Maître CANDAU Frédéric
Défendeur	CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ	

09 heures 15

---

09) DOSSIER N° 2205899 RAPPORTEURE: Madame Sophie Cueilleron

---

**Titre de l'affaire** Annulation décision de la CNAPS en date du 20 octobre 2022 portant sanction administrative pour une durée de 1 ans (interdiction d'exercer toute activité privée de sécurité+pénalité financière de 5000 euros )

**Nom des parties**

**Demandeur** [REDACTED]

**Défendeur** CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ

**Représentants des parties**  
Maitre CANDAU Frédéri

Arrêté le 07/10/2024  
La présidente du tribunal



**Marianne POUGET**

tenue sous la présidence de Monsieur Silvestre-Toussaint-Fortesa, assisté(e)  
de Monsieur Holzer et Madame Cueilleron, Conseillers  
En présence de Monsieur Combot, Rapporteur public  
Madame Pagnotta, Greffière

**10 heures 00**

01) DOSSIER N° 2104550 RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric Silvestre-Toussaint-Fortesa

**Titre de l'affaire** Annulation de la décision du 15/04/2021 prise par le Ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion confirmant la décision de l'inspectrice tendant à autoriser le licenciement de Mme Anissa RIABI pour motif disciplinaire.

	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	[REDACTED]	Maître SAJOUS Güenaëlle (Cour)
<b>Défendeur</b>	MINISTERE DU TRAVAIL DE LA SANTE ET DES SOLIDARITÉS STE GERARD DAREL DISTRIBUTION	VOLTAIRE AVOCATS
<b>Observateur</b>	DIRECTION REGIONALE DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS	DIRECTEUR

02) DOSSIER N° 2200493 RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric Silvestre-Toussaint-Fortesa

**Titre de l'affaire** Annulation de la décision du ministère du travail autorisant la société ALTRAN TECHNOLOGIES à procéder au licenciement pour motif disciplinaire de M. Barthier.

	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	[REDACTED]	[REDACTED]
<b>Défendeur</b>	MINISTERE DU TRAVAIL DE LA SANTE ET DES SOLIDARITÉS STE ALTRAN TECHNOLOGIES	SEGUR AVOCATS
<b>Observateur</b>	DIRECTION REGIONALE DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS	DIRECTEUR

10 heures 00

03) DOSSIER N° 2201865 RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric Silvestre-Toussaint-Fortesa

**Titre de l'affaire** Annulation décision du 10/02/2022 de la DDETS des AM autorisant le licenciement de M. [REDACTED] en raison de manquements à ses obligations professionnelles

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	[REDACTED]	GHM (Cour)
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS MUTUALITE FRANCAISE PACA SSAM	DIRECTEUR SELARL SCHWAL & ASSOCIES

04) DOSSIER N° 2204513 RAPPORTEURE: Madame Sophie Cueilleron

**Titre de l'affaire** Annulation exécution de la décision portant licenciement suite retrait agrément d'assistant familial

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	[REDACTED]	Maitre CACCIAPAGLIA Marie
Défendeur	DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES	

05) DOSSIER N° 2204931 RAPPORTEURE: Madame Sophie Cueilleron

**Titre de l'affaire** annulation décision confirmative du 19/9/2022 portant retrait d'agrément d'assistant familial

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	[REDACTED]	Maitre CACCIAPAGLIA Marie
Défendeur	DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES	

06) DOSSIER N° 2204933 RAPPORTEURE: Madame Sophie Cueilleron

**Titre de l'affaire** annulation d'une décision confirmative du 19/9/2022 portant retrait d'agrément d'assistant familial

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	[REDACTED]	Maitre CACCIAPAGLIA Marie
Défendeur	DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES	

10 heures 00

07) DOSSIER N° 2203875 RAPPORTEUR: Monsieur Matthieu Holzer

**Titre de l'affaire** Annulation décision du CNAPS du 2 juin 2022 refusant au requérant la délivrance d'une carte professionnelle d'agent de sécurité privée

	Nom des parties	Représentants des parties
<b>Demandeur</b>	[REDACTED]	PAPAPOLYCHRONIOU SOPHIA (Cour)
<b>Défendeur</b>	CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ	

08) DOSSIER N° 2201135 RAPPORTEURE: Madame Sophie Cueilleron

**Titre de l'affaire** sollicite condamnation de l'Etat à lui payer la somme de 369 800 € (demande préalable du 7/10/2021) pour préjudice subi suite de la prise d'un arrêté du maire de Mougins annulé suivant jugement TA Nice n° 1704319 du 14/11/2019

	Nom des parties	Représentants des parties
<b>Demandeur</b>	SOLUNA	Maître FRANCESCHI Magali
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES	PREFET
<b>Observateur</b>	COMMUNE DE MOUGINS	MAIRE

09) DOSSIER N° 2204612 RAPPORTEUR: Monsieur Matthieu Holzer

**Titre de l'affaire** annulation décision implicite suite au recours gracieux formé le 8/3/2022 relatif à la modification de zonage au PLUm des parcelles cadastrée section AP11 et AP12 appartenant à la requérante

	Nom des parties	Représentants des parties
<b>Demandeur</b>	[REDACTED]	[REDACTED]
<b>Défendeur</b>	METROPOLE NICE COTE D'AZUR	PRESIDENT

Arrêté le 07/10/2024

La présidente du tribunal

Marianne POUGET